

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/4752/Add.2
5 mars 1961

ORIGINAL : FRANCAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL CONCERNANT CERTAINES MESURES
PRISES AU SUJET DE LA MISE EN OEUVRE DE LA RESOLUTION ADOPTEE
PAR LE CONSEIL DE SECURITE LE 21 FEVRIER 1961

Note verbale en date du 4 mars 1961 adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Belgique

Le Représentant permanent de la Belgique présente ses compliments à Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur d'accuser réception de sa note du 2 mars 1961 répondant aux notes verbales Nos 375 et 376 en date du 27 février dernier.

Déférant au désir exprimé par le Secrétaire général, le Gouvernement belge tient à lui fournir ci-dessous quelques précisions sur les points qu'il a soulignés: primo, le Secrétaire général veut bien reconnaître les titres évidents que conserve le Gouvernement belge à se préoccuper de la sécurité de ses ressortissants. Aussi le Gouvernement belge attire une fois de plus l'attention du Secrétaire général sur l'obligation urgente qu'a l'ONU de faire libérer huit soldats belges indûment détenus à Stanleyville depuis le 14 janvier 1961. En outre, la situation de 250 Européens bloqués à Maniema, dans des conditions reconnues inhumaines par le Commandant local de l'ONU, appelle une intervention immédiate de l'ONU. D'ailleurs le Secrétaire général indique combien le souci de sécurité est partagé par les Nations Unies et les dispositions qui sont prises pour le traduire dans les faits. Le Secrétaire général, dans le même esprit, souligne que des mesures vont être prises pour remplacer et relever dans la mesure nécessaire les officiers et sous-officiers belges, mais il conteste au Gouvernement belge le droit de subordonner à ce remplacement et à cette relève l'exécution par la Belgique des obligations qui lui incombent en vertu de la résolution du Conseil de sécurité. A la lumière des explications du Secrétaire général, le Gouvernement belge ne croit

néanmoins pas qu'une profonde différence de pensée les sépare, car il n'entend pas créer entre la relève et le retrait un lien de subordination, mais estime indispensable la simultanéité de ces deux opérations qui seules permettraient d'assurer sans interruption aux populations cette sécurité que le Secrétaire général et le Gouvernement belge recherchent l'un et l'autre.

Secundo, en ce qui concerne les militaires repris sous B, le Gouvernement belge a donné ordre qu'ils soient renvoyés immédiatement en Belgique; les opérations à ce sujet sont en cours : 31 officiers et sous-officiers ont reçu leur ordre de départ immédiat. Neuf d'entre eux sont rentrés à Bruxelles, douze autres y arriveront avant le 12 mars et les dix derniers avant le 19 mars.

Tertio, en ce qui regarde le groupe C, le Gouvernement belge ne peut que confirmer qu'il ne dispose pas de moyens de contrainte, mais uniquement de moyens de persuasion pour faire revenir de l'étranger en Belgique des citoyens belges, même s'ils ont pris du service dans des forces étrangères. C'est seulement dans la mesure où ses nationaux auraient encore des obligations militaires qu'ils seraient en infraction avec la loi et pourraient être invités sous peine de sanctions à regagner le territoire national. Le Gouvernement belge est décidé à recourir à cette procédure et il a chargé ses représentants consulaires de demander d'urgence les noms et l'état civil de ces engagés volontaires afin de pouvoir déterminer rapidement ceux d'entre eux qui ont encore des obligations militaires. D'autre part, des avis répétés ont été diffusés par le Département de la justice en vue d'empêcher des opérations de recrutement et de nouveaux départs.

Quarto, en ce qui concerne les "conseillers politiques", le Gouvernement belge croit devoir répéter et souligner que contrairement à ce que croit le Secrétaire général, les affectations actuelles ne sont pas le résultat d'arrangements bilatéraux intervenus entre la Belgique et le Congo, mais l'exercice de la libre disposition par les autorités congolaises d'agents repris par elles en vertu de l'article 250 de la Loi fondamentale. Le choix de ces agents, la durée de leur séjour, leur promotion et leur statut dépendent exclusivement des autorités congolaises; à aucun moment les autorités belges ne sont intervenues dans la désignation de ces fonctionnaires à leurs postes, qu'ils soient politiques ou non.

Quinto, cependant le Gouvernement belge se rendra volontiers au désir exprimé par le Secrétaire général et usera dans le respect de la souveraineté congolaise de telles influences qu'il pourrait avoir auprès des autorités du Congo pour leur faire tenir le plus grand compte, sur les sujets qui préoccupent le Secrétaire général, des résolutions du Conseil de sécurité.

Sexto, le détail de tous ces problèmes pourra être utilement examiné à Bruxelles avec le représentant que le Secrétaire général se propose d'y envoyer dans un proche avenir. Le Gouvernement belge insiste pour que le haut fonctionnaire chargé de cette mission ait qualité pour représenter le Secrétaire général auprès du Gouvernement belge et pour discuter valablement avec lui de l'arrangement pratique qu'il convient d'adapter aux circonstances que connaissent la Belgique, le Congo et l'ONU.
